

AGNU: Bruno Rodríguez dénonce le caractère génocidaire du blocus américain contre Cuba

Image not found or type unknown



Déclaration du ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla, lors de la présentation du projet de résolution A/RES/78/1.5 intitulé "Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba". New York, 2 novembre 2023.

Monsieur le Président :

Excellences :

Mesdames et Messieurs les délégués :

Le blocus viole le droit à la vie, à la santé, à l'éducation et au bien-être de tous les Cubains. Nos familles le ressentent à travers les pénuries dans les magasins, les longues files d'attente, les prix excessifs ou les salaires dévalués.

Le gouvernement déploie de grands efforts pour garantir le panier alimentaire familial standard, qui ne suffit pas à satisfaire tous les besoins, mais qui répond aux besoins indispensables de toutes les familles, sans exception, à des prix extraordinairement subventionnés.

Pour cette année, cela nécessite plus de 1,6 milliard de dollars. Avec seulement un tiers du montant des dommages causés par le blocus entre mars 2022 et février 2023, ces dépenses auraient pu être confortablement couvertes.

Le blocus prive l'industrie nationale de financement pour l'achat de machines agricoles, d'aliments pour animaux, de pièces et de pièces de rechange pour les équipements et l'industrie, et d'autres intrants nécessaires à la production alimentaire, qui s'en trouve gravement affectée.

Sous réserve de licences strictes, Cuba peut acheter des produits agricoles à des fins commerciales aux États-Unis, mais sous réserve d'impositions draconiennes et discriminatoires qui violent les règles universellement acceptées du commerce international et de la liberté de navigation, et est obligé de les acheter à l'avance et de les transporter dans des navires américains, qui doivent revenir vides à leur port d'origine.

Alors que le commerce est bilatéral dans le monde entier, Cuba n'a pas le droit d'exporter vers les États-Unis et n'a pas accès au crédit, même auprès d'institutions financières privées ou multilatérales.

Les familles cubaines subissent des pannes d'électricité qui, parfois, les handicapent. Dans le cas du secteur énergétique et minier, les dommages pour cette période dépassent les 491 millions de dollars. La composante principale de ces dommages est précisément le système électro-énergétique national, qui totalise plus de 239 millions de dollars.

Avec cet argent, il aurait été possible de garantir l'approvisionnement et la maintenance programmée, ainsi que les pièces de rechange indispensables pour éviter les coupures de courant et assurer le fonctionnement de l'industrie électrique.

Les malades, y compris les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes, souffrent du manque ou de l'instabilité des médicaments à usage hospitalier, y compris les traitements contre le cancer et les maladies cardiaques ; et les gens rencontrent des difficultés quotidiennes pour se procurer en temps voulu de l'insuline, des antibiotiques, des analgésiques, des hypotenseurs et d'autres produits de première nécessité.

Notre pays est capable de produire plus de 60 % de sa liste de médicaments de base ; des niveaux qui n'ont pas été garantis pendant cette période de resserrement extrême du blocus en raison du coup cruel porté à nos finances.

Avec l'accord de la famille, je vais partager avec vous, avec une profonde tristesse, la situation de María, une fillette cubaine de seulement 6 ans, qui a subi une intervention chirurgicale pour enlever partiellement une tumeur de grade 4 logée dans la zone intracrânienne ; Elle a reçu un traitement alternatif de chimiothérapie pour combattre la tumeur, mais il n'a pas été possible de lui administrer de la Lomustine, un médicament américain qui n'est pas accessible en raison du blocus et qui, avec d'autres médicaments de première ligne pour ce type de tumeur de haut grade qui affecte le système nerveux central, est le traitement le plus efficace.

Aujourd'hui, la petite patiente est en rechute et reçoit une chimiothérapie de secours. Pour elle, comme pour d'autres enfants cubains, le blocus continue de faire la différence entre la vie et la mort.

Yadier et Abel ont 14 ans. Ils souffrent de paralysie cérébrale. Cette maladie provoque une spasticité qui limite leur fonction motrice, des mouvements involontaires qu'ils ne peuvent pas contrôler, ce qui les empêche de mener leur vie quotidienne.

Le dévouement de leurs enseignants et des autres professionnels qui les ont accompagnés au fil des ans leur a permis d'atteindre la plus grande fonctionnalité motrice, intellectuelle et communicationnelle possible, ainsi qu'une intégration sociale maximale.

Cependant, leur vie pourrait être différente si on ne les empêchait pas d'avoir un accès direct, sur le marché américain, à la toxine botulique de type A, un médicament injectable qui prévient les spasmes et donne des résultats encourageants chez ce type de patients.

Comme beaucoup d'autres cas similaires, ils sont les victimes directes du siège impitoyable de Cuba.

Le gouvernement américain ment lorsqu'il affirme que le blocus n'empêche pas l'accès aux médicaments et au matériel médical.

Dans les moments les plus difficiles de la pandémie de Covid-19, lorsque le nombre de cas avait atteint son maximum et que nos services de soins intensifs étaient débordés, Cuba a été empêchée d'importer des ventilateurs pulmonaires, sous prétexte que les fournisseurs européens sont des filiales d'entreprises américaines, ce qui constitue sans aucun doute un acte cruel et inhumain ainsi qu'une violation flagrante des règles commerciales et du droit international.

Cuba a dû développer sa production nationale de ventilateurs pulmonaires avec ses propres prototypes.

L'extrême cruauté du blocus a été brutalement démontrée lorsque notre principale usine de production d'oxygène médical est tombée en panne au plus fort des cas de Covid-19 dans notre pays.

Lorsque deux entreprises américaines ont tenté de fournir de l'oxygène médical à Cuba, il a été démontré qu'une licence spécifique était exigée par le gouvernement américain, même en période de pandémie.

Cuba dispose également de preuves des manœuvres des agences gouvernementales américaines pour empêcher la vente d'oxygène médical à notre pays par des entreprises étrangères de deux pays d'Amérique latine.

Le blocus a généré des difficultés et des retards pour l'importation et l'arrivée dans notre pays d'autres fournitures et équipements médicaux essentiels pour faire face au virus, en particulier pour l'industrialisation des vaccins cubains.

Pendant la pandémie, le gouvernement américain a appliqué des exemptions humanitaires temporaires aux pays victimes de ses mesures coercitives unilatérales et d'autres sanctions.

Je pose la question suivante : pourquoi Cuba a-t-elle été exclue de cette aide humanitaire temporaire ?

En réalité, le gouvernement américain a opportunément utilisé le COVID-19 comme un allié dans sa politique hostile à l'égard de Cuba.

Le blocus est considéré comme un crime de génocide selon la Convention pour la prévention et la répression de ce crime, clairement décrit dans son article II, paragraphes b et c.

La décision vicieuse de renforcer le blocus d'une manière sans précédent en cette période d'épidémie et de profiter de la crise économique mondiale découlant de la pandémie pour promouvoir la déstabilisation

du pays, révèle clairement la nature profondément cruelle et inhumaine de cette politique.

L'exploit de sauver et de préserver la vie de nos compatriotes dans des circonstances aussi difficiles ne peut s'expliquer que par l'effort gouvernemental et collectif de notre peuple, pendant des décennies, pour construire un système scientifique et sanitaire robuste, profondément humaniste et de grande qualité, accessible à tous les Cubains, sans frais.

Bien que l'attention portée à l'être humain ait été et continue d'être la priorité du gouvernement cubain, l'impact du blocus sur la qualité de vie et les services fournis à notre population est indéniable et douloureux.

Monsieur le Président :

Depuis plus de six décennies, Cuba résiste à un blocus économique, commercial et financier impitoyable. Plus de 80 % de notre population actuelle n'a connu qu'un Cuba sous blocus.

Le gouvernement des États-Unis n'a pas cessé de tenter de priver notre pays de revenus financiers indispensables, d'abaisser le niveau de vie de la population, d'imposer une pénurie continue d'aliments, de médicaments et d'autres produits de base, et de provoquer un effondrement de l'économie.

Avec une méchanceté et une précision chirurgicale, les secteurs les plus sensibles de l'économie sont attaqués et l'on cherche délibérément à infliger le plus grand préjudice possible aux familles cubaines.

Le blocus est un acte de guerre économique en temps de paix, qui vise à annuler la capacité du gouvernement à répondre aux besoins de la population, à créer une situation d'ingouvernabilité et à détruire l'ordre constitutionnel.

Ces objectifs ont été clairement décrits dans le tristement célèbre mémorandum du sous-secrétaire d'État Lester Mallory du 6 avril 1960, déclassifié bien des années plus tard, que je cite :

"Tous les moyens possibles doivent être rapidement mis en œuvre pour affaiblir la vie économique (...) en privant Cuba d'argent et de fournitures afin de réduire les salaires nominaux et réels, dans le but de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement". Fin de citation.

Telle est la nature et tels sont, depuis son origine jusqu'à aujourd'hui, les objectifs de la politique de coercition économique et de pression maximale appliquée par l'actuel gouvernement des États-Unis à l'encontre de Cuba.

La conduite des États-Unis est absolument unilatérale et injustifiée. Il n'y a pas une seule mesure ou action de notre pays visant à nuire aux États-Unis, à porter atteinte à son puissant secteur économique ou à son activité commerciale.

Aucun acte de Cuba ne menace l'indépendance des États-Unis ou leur sécurité nationale, ne porte atteinte à leurs droits souverains, ne s'immisce dans leurs affaires intérieures ou n'affecte le bien-être de leurs citoyens.

Il n'est ni légal ni éthique pour le gouvernement d'une puissance de soumettre une petite nation, pendant des décennies, à une guerre économique incessante afin de lui imposer un système politique étranger et de se réappropriier les droits de l'homme.

ses ressources. Il est inacceptable de priver un peuple entier du droit à la paix, à l'autodétermination, au développement et au progrès humain.

Le peuple cubain n'est pas le seul à subir les terribles conséquences d'une politique illégale, cruelle et inhumaine. Beaucoup d'autres dans le monde sont également victimes de ces injustices, de la

"philosophie de la dépossession" qui mène à la "philosophie de la guerre", comme l'a dénoncé le commandant en chef Fidel Castro Ruz à cette tribune en 1960.

En ce moment tragique, je réitère le soutien total et la solidarité de Cuba avec le peuple palestinien frère, qui est aujourd'hui massacré sur sa propre terre illégalement occupée. Cette barbarie doit cesser.

Monsieur le Président :

Les autorités américaines ont tenté de semer l'idée de l'inefficacité du gouvernement cubain et de l'échec de notre système.

Elles disent cyniquement qu'elles "soutiennent le peuple cubain" et prétendent faire croire que les mesures coercitives unilatérales n'affectent pas les familles et qu'elles ne sont pas un facteur significatif des difficultés de l'économie nationale.

Comme l'a dit le président Miguel Díaz-Canel, "Bien sûr, le blocus n'est pas responsable de tous les problèmes que connaît notre pays aujourd'hui, comme l'a dit le président Miguel Díaz-Canel ; mais quiconque nie ses effets très graves et ne reconnaît pas qu'il est la cause principale des privations, des pénuries et des souffrances des familles cubaines, mentirait.

Ce serait un mensonge de nier que le blocus est une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme de tout notre peuple et qu'il constitue le plus grand obstacle à notre développement.

Examinons les faits et passons en revue les données.

Entre le 1er mars 2022 et le 28 février de cette année, les dommages et les pertes liés au blocus sont estimés, de manière prudente, à 4 867 millions de dollars.

Cela représente un préjudice de plus de 405 millions de dollars par mois, et de plus de 13 millions de dollars par jour. En l'absence de blocus, le PIB de Cuba aurait pu croître de 9 % en 2022.

En prix courants, les effets cumulés sur plus de 60 ans dépassent 159 milliards de dollars. Si le calcul est effectué sur la base de la valeur de l'or, ils s'élèvent à un trillion 337 milliards de dollars.

Ce sont des chiffres extraordinaires pour n'importe quelle économie du monde, et encore plus pour une économie petite, insulaire et en développement comme la nôtre.

Que serait Cuba aujourd'hui si elle avait disposé de ces ressources ?

Depuis le second semestre 2019, le gouvernement des États-Unis a porté le siège de notre pays à une dimension extrême, encore plus perverse et nuisible, et a adopté des mesures de guerre pour tenter d'empêcher l'approvisionnement en combustible de Cuba, a intensifié les attaques contre la coopération médicale internationale cubaine, a augmenté le harcèlement des transactions commerciales et financières sur des marchés tiers, et a entrepris d'intimider les investisseurs et les entités commerciales d'autres pays avec l'application extraterritoriale devant les tribunaux américains du titre III de la loi Helms-Burton.

Il existe également une liste d'entités cubaines restreintes qui concerne la plupart de nos entreprises et, curieusement, une liste d'hébergements interdits, unique au monde, parmi de nombreuses autres interdictions et restrictions.

Dans une économie internationale mondialisée, il est non seulement absurde, mais criminel, de continuer à interdire l'exportation vers Cuba d'articles produits dans l'un de vos pays, lorsqu'ils contiennent 10 % ou plus de composants américains, et d'empêcher l'importation aux États-Unis de produits fabriqués dans les pays que vous représentez, s'ils contiennent des matières premières, des biens incorporels ou des

composants cubains.

Que se passerait-il pour d'autres économies, même dans les pays riches, si elles étaient soumises à des conditions similaires ?

Monsieur le Président :

Les États-Unis renforcent leurs mécanismes de siège contre Cuba dans le secteur bancaire et financier. Ils maintiennent l'interdiction d'utiliser le dollar et la persécution des transactions financières dans d'autres monnaies, du commerce et des investissements est incessante et obsessionnelle.

La persécution a été renforcée par l'inclusion arbitraire de notre pays dans la liste unilatérale du Département d'État des pays supposés être des sponsors du terrorisme. Cette mesure létale a été imposée par l'administration républicaine précédente, neuf jours seulement après son départ de la Maison Blanche. L'actuel président démocrate aurait pu et pourrait la corriger demain, s'il le voulait, d'une simple signature.

Le gouvernement américain ment et nuit considérablement aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme lorsqu'il accuse Cuba, sans aucun fondement.

Il n'existe pas un seul argument valable et raisonnable pour justifier le maintien de Cuba sur cette liste fallacieuse. Une telle action est inadmissible, en particulier à l'encontre d'une nation victime du terrorisme, qui subit encore aujourd'hui l'instigation impunie de violences et d'actes terroristes depuis le territoire américain, et dont la conduite de rejet ferme et de persécution de toute forme ou manifestation de terrorisme est irréprochable et reconnue.

Les effets en sont particulièrement néfastes dans les conditions d'une économie internationale de plus en plus interconnectée, interdépendante et, surtout, soumise aux diktats des centres de pouvoir financiers contrôlés depuis Washington.

Sous couvert de cette accusation arbitraire, les autorités américaines extorquent des centaines d'institutions bancaires et financières à travers le monde et les obligent à choisir entre la poursuite de leurs relations avec les États-Unis ou le maintien de leurs liens avec Cuba.

Entre janvier 2021 et février 2023, il y a eu au total 909 actions de banques étrangères refusant de fournir des services à notre pays.

Des dizaines de missions diplomatiques cubaines dans les capitales de leurs pays ont perdu leurs relations avec leurs banques traditionnelles et n'ont aujourd'hui ni comptes bancaires ni services financiers. Cela se produit même dans des nations qui développent des relations d'amitié et de coopération avec notre pays et qui rejettent constamment le blocus, mais qui sont victimes du pouvoir extraterritorial de l'hostilité des États-Unis, de leur influence néfaste et disproportionnée dans le système financier international et de leur volonté d'encercler l'économie cubaine.

Avec cette fausse qualification, le soi-disant risque-pays qui oblige Cuba à payer le double du prix de n'importe quelle marchandise sur le marché international augmente de manière exponentielle.

Les entrepreneurs cubains, que le gouvernement américain prétend cyniquement soutenir, se voient souvent refuser l'utilisation de plateformes de paiement et de commerce électronique telles que PayPal et Airbnb. Ils sont même empêchés d'ouvrir des comptes bancaires personnels simplement parce qu'ils sont cubains. Dans les pays tiers, ils sont confrontés à des restrictions bancaires et souffrent de discrimination en raison des effets du blocus.

Même les progrès universitaires et scientifiques n'échappent pas aux effets de cette politique absurde. Evelio est un Cubain de 25 ans qui prépare actuellement un diplôme d'ingénieur en informatique.

Avec le soutien de son université, Evelio a décidé de partager les résultats de ses recherches scientifiques avec des étudiants d'autres pays et a choisi de participer en personne au World Congress on Undergraduate Research (WorldCUR), un événement scientifique international qui se tiendra du 4 au 6 avril 2023 à l'université de Warwick, au Royaume-Uni.

Il a été accepté en tant que participant en raison de la qualité de sa recherche. Cependant, peu de temps après, les organisateurs de l'événement l'ont informé qu'en raison de l'inscription de Cuba sur une liste de pays sanctionnés, le financement de sa participation en personne était supprimé.

Il aspire à la levée du blocus car, comme des milliers d'autres jeunes Cubains, cette politique les exclut et les discrimine, les empêchant d'interagir sur un pied d'égalité avec les communautés universitaires, scientifiques et estudiantines.

Les athlètes et les artistes cubains qui souffrent de discrimination, et parfois de harcèlement, devraient recevoir le revenu mérité qui accompagne leurs médailles et leurs récompenses.

Monsieur le Président :

Le blocus restreint les droits des Cubains résidant aux États-Unis, empêche le regroupement familial par le biais de visas et de mécanismes réguliers, ne permet pas l'octroi à Cuba de visas de voyage et entrave l'envoi de fonds.

Il provoque également l'incertitude et la recherche d'un épanouissement personnel dans d'autres pays, même dans les familles de jeunes gens hautement qualifiés.

Cependant, l'augmentation de l'émigration cubaine, avec des coûts douloureux pour les familles et des conséquences démographiques et économiques négatives pour la nation, est directement liée au renforcement du blocus et au traitement privilégié accordé, pour des raisons strictement politiques, aux Cubains arrivant aux frontières des États-Unis, quelle que soit la route empruntée.

Il est impossible de comprendre la nature des flux migratoires des Cubains à travers les pays de la région vers les États-Unis sans considérer le poids de ces facteurs, qui sont utilisés pour déstabiliser, voler les talents et discréditer Cuba. Leur impact défavorable est également évident dans certains pays de notre région, lorsque les migrants cubains deviennent irréguliers et empruntent des itinéraires peu sûrs et dangereux ou sont victimes de la criminalité organisée.

Cuba plaidera toujours en faveur d'un flux migratoire régulier, sûr et ordonné. Il appartient à votre gouvernement, le gouvernement américain, de modifier les causes structurelles de la plupart des migrations cubaines, tant régulières qu'irrégulières.

Toutefois, le blocus restreint paradoxalement la liberté des citoyens américains de se rendre à Cuba et interfère avec leur droit à la liberté d'information et à la formation de leurs propres opinions.

Il est également discriminatoire, intimidant et prive du système de visa automatique, connu sous le nom d'ESTA, les citoyens d'autres pays qui jouissent de ce privilège, pour le simple fait de se rendre à Cuba.

Monsieur le Président :

Le renforcement du siège économique s'est accompagné d'une campagne médiatique et de communication soutenue contre Cuba.

Les nouvelles technologies de l'information et d'autres plateformes numériques sont utilisées pour tenter de capitaliser sur les lacunes causées par le blocus et pour projeter une image absolument fautive de la réalité cubaine, afin de déstabiliser et de discréditer le pays.

La croisade médiatique, principalement menée par des plateformes toxiques financées et basées sur le sol américain, vise à susciter le découragement et l'agitation, à donner l'impression d'une crise politique intérieure, à dévaloriser les institutions gouvernementales et à endommager et frustrer les efforts massifs déployés par le pays pour surmonter les défis d'une économie dans l'impasse.

Il s'agit d'une guerre cognitive non conventionnelle, à laquelle le gouvernement américain consacre publiquement et notoirement des fonds budgétaires fédéraux de plusieurs millions et, secrètement, d'importantes sommes d'argent.

Leur projet est pervers et incompatible avec la démocratie, la liberté et le droit à l'information qu'ils sont censés prôner.

Monsieur le Président :

L'actuelle administration américaine poursuit la politique inhumaine mise en place sous la présidence de Donald Trump et, paradoxalement, l'a faite sienne.

En pratique, elle a gardé intactes et applique avec toute la sévérité voulue les lois et règlements qui soutiennent et concrétisent cette politique, y compris les plus hostiles et les plus inhumains.

Le blocus, intensifié à l'extrême, reste l'élément central qui définit la politique américaine à l'égard de Cuba.

L'impact extraterritorial du blocus porte atteinte à la souveraineté de tous les pays que vous représentez, distingués délégués ; il enfreint votre législation nationale, vous soumet aux décisions des tribunaux américains, porte atteinte aux intérêts de vos entreprises, punit vos hommes d'affaires et restreint la liberté de vos citoyens ; tout cela en violation du droit international.

Plus de trois décennies se sont écoulées depuis que cette Assemblée a commencé à demander, chaque année, la fin du blocus contre Cuba.

Cependant, le gouvernement de la plus grande puissance économique, financière et militaire ne respecte pas la volonté exprimée par la communauté internationale et n'en tient pas compte.

Il n'est ni admissible ni acceptable que les résolutions successives de ce forum, le plus démocratique et le plus représentatif des Nations unies, soient ignorées en toute impunité.

Au nom du peuple cubain, je suis reconnaissant des déclarations de rejet du blocus faites par les chefs d'État, de gouvernement et les hauts dignitaires de 44 pays au cours du débat général de cette session, dont 21 ont explicitement condamné l'inclusion arbitraire de Cuba dans la liste unilatérale et frauduleuse des États soutenant le terrorisme.

J'exprime notre profonde appréciation et notre gratitude aux nombreuses délégations qui ont exprimé cette position lors des réunions d'hier et de ce matin.

Je suis également très reconnaissant pour les déclarations fraternelles et le soutien de nos compatriotes, du mouvement large et universel de solidarité avec Cuba et des nombreux amis dans diverses parties du monde.

Nous sommes encouragés par le soutien croissant des personnes de bonne volonté du monde entier qui demandent la levée du blocus.

Malgré l'hostilité du gouvernement, nous continuerons à construire des ponts avec le peuple américain, comme nous le faisons avec tous les peuples du monde.

Nous renforcerons de plus en plus les liens avec les Cubains vivant à l'étranger et, prochainement, nous accueillerons la IV^e Conférence "La nation et l'émigration", qui contribuera à approfondir le dialogue entre le gouvernement cubain et nos compatriotes.

Monsieur le Président :

Les défis colossaux ne nous découragent pas. Le peuple cubain ne cessera pas d'honorer, de renforcer et de défendre la patrie libre et souveraine.

Nous poursuivrons nos efforts de transformation et de révolution, dans la recherche de moyens de sortir du siège que nous impose l'impérialisme américain et de progresser vers la prospérité et la justice sociale, de soutenir la transformation de nos communautés et de soutenir et d'étendre les programmes sociaux.

Nous continuerons à assurer la participation croissante de nos jeunes et de tous les citoyens aux processus politiques, économiques, sociaux et culturels de la nation.

Aucun autre peuple n'a dû entreprendre un projet de développement dans de telles conditions, sous l'agression systématique et prolongée d'une superpuissance.

Mais Cuba continuera à se renouveler, dans la construction d'une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable.

Monsieur le Président :

Excellences :

Mesdames et Messieurs les délégués :

En exerçant votre vote tout à l'heure, vous ne vous prononcerez pas seulement sur une question d'intérêt vital pour Cuba et pour chaque famille cubaine.

Votre vote en faveur du projet de résolution présenté sera également une déclaration en faveur de la raison et de la justice, et un acte de soutien à la Charte des Nations Unies et au droit international.

Au nom de notre peuple noble, digne et solidaire, qui a décidé depuis longtemps d'être maître de son histoire et de son avenir ;

Au nom des millions de Cubains et de Cubaines qui résistent et croient chaque jour face au système de mesures coercitives unilatérales le plus cruel et le plus durable jamais appliqué à un pays et qui doit être aboli une fois pour toutes, pour le bien de tous ;

Je vous demande respectueusement de voter en faveur du projet de résolution A/RES/78/L.5, intitulé "Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique".

Mieux vaut pas de blocus ! Pas de blocus génocidaire !

Laissez Cuba vivre sans blocus !

Merci beaucoup.

(Cubaminrex)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/338420-agnu-bruno-rodriguez-denonce-le-caractere-genocidaire-du-blocus-americain-contre-cuba>



Radio Habana Cuba